

L'ajournement

terres se fera en consultation étroite avec la population de Welland.

Dans le cadre d'un accord auxiliaire sur le tourisme conclu entre l'Ontario et le Canada, la municipalité régionale de Niagara vient aussi de terminer une étude de tout le corridor Welland, dont font partie les terres de Travaux publics. Cette étude avait pour objet d'examiner les possibilités touristiques de la région.

Le 21 avril, le ministre a donné l'assurance à la Chambre que Travaux publics Canada a engagé des experts-conseils uniquement pour déterminer s'il y avait des possibilités de mise en valeur. Le ministre a insisté sur le mot «possibilités» et il a assuré au député de Welland—St. Catharines (M. Parent) qu'il y aura une consultation étroite avec la ville.

M. Parent: Et moi.

M. Kempling: Et vous.

L'IMMIGRATION—LE LIBAN—LE SORT DES RÉFUGIÉS—LES SERVICES CONSULAIRES À CHYPRE—LE HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS—DEMANDE DE RÉUNION D'URGENCE

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je prends la parole ce soir à propos d'une question que j'ai eu l'occasion, le 20 avril, de poser au ministre et au gouvernement.

La question portait sur le Liban, pays qui, depuis quinze ans, n'a jamais subi autant de combats violents et pareille escalade de violence dans la zone déchirée par la guerre, ce qui a entraîné d'horribles conséquences et fait d'un nombre très inquiétant de personnes des réfugiés et des sans-abri.

Nous, du Parti libéral, avons maintes fois demandé à la ministre de l'Immigration et au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) d'établir à Chypre, au plus tôt, un service consulaire complet qui permettrait aux très nombreuses et très fières collectivités libanaises du Canada d'inviter ou de parrainer les membres de leurs familles et leurs amis du Liban qui veulent échapper aux horribles scènes dont la télévision, jour après jour, nous transmet les images.

Le problème est que les Libanais n'ont pas accès à un bureau canadien où ils pourraient remplir les demandes et les formulaires nécessaires.

Nous avons bien un bureau à Damas, mais, comme la Syrie est un des pays belligérants, il est difficile d'imaginer que des Libanais, notamment de foi chrétienne, aient le courage de s'aventurer à Damas, en Syrie. Nous avons

donc demandé l'établissement d'un service consulaire complet à Chypre.

Le gouvernement a finalement réagi en déclarant qu'il enverrait un représentant à Chypre pour traiter ces demandes.

Nous soutenons que, envoyer un seul agent, c'est non seulement injuste, mais aussi trompeur, si tant est que nous souhaitons régler le problème à long terme. Nous avons besoin, au minimum, d'un service temporaire complet qui permettrait à ceux qui le souhaitent de venir au Canada ou ailleurs. Il est évident qu'un seul représentant n'est pas suffisant, compte tenu de l'ampleur du problème.

Nous avons aussi demandé au gouvernement de convoquer une réunion d'urgence par l'intermédiaire des bureaux du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et l'on m'a informé qu'il n'y avait au Liban que trois employés pour s'attaquer à un problème de cette ampleur.

Pendant la période des questions, nous avons dit que le Canada pourrait manifestement faire preuve de leadership, étant donné qu'il est membre du Haut-commissariat. Nous avons demandé au Haut-commissariat d' étoffer sa représentation au Liban, de sorte que non seulement le Canada aide ceux qui veulent partir et retrouver ici leurs familles, mais que d'autres pays, par l'entremise du Haut-commissariat, accueillent des victimes de ces combats dont la violence a pris des proportions encore jamais vue en 15 ans.

[Français]

Alors, madame la Présidente, j'espère que le gouvernement apportera aux Canadiens d'origine libanaise une vraie solution, parce qu'un seul agent d'immigration au Liban n'est pas une vraie solution, n'est pas une solution juste. Nous pensons, dans notre parti, qu'on a besoin d'un bureau d'immigration, de services consulaires à plein temps, avec 6 ou 7 personnes qui seraient capables de répondre à plusieurs demandes provenant de parents, des familles, de gens au Canada, qui veulent travailler, mais qui veulent voyager à l'extérieur du Liban, parce que l'expérience qui se vit maintenant au Liban est une expérience terrible pour tout le monde. Alors, je pense que le Canada, comme par le passé, peut jouer un rôle très significatif et ainsi donner le message à d'autres pays d'accomplir le même travail que le gouvernement canadien. Mais si nous n'avons qu'un seul agent d'immigration, à Chypre, par exemple, pour traiter les demandes d'immigration, je pense logiquement qu'un seul agent n'est pas la vraie solution.